

# Crédits de la Défense.

## « On a mis fin au blues du militaire »

Stéphane Jézéquel

« Budget historique », « temps du sacrifice terminé pour les armées ». Le député Didier Le Gac se félicite du vote attendu aujourd'hui sur les crédits militaires. « La pointe bretonne bénéficiera naturellement de ce soutien appuyé aux armées ».

*Didier Le Gac se réjouit de l'intensification des crédits militaires, notamment pour la Marine nationale.*



Pour la première fois depuis 25 ans, l'État français va inverser la tendance et augmenter les crédits militaires, en intensifiant son soutien aux armées de 1,7 milliard d'euros par an jusqu'en 2022 puis de 3 milliards d'euros en 2023. « Il était temps » souffle le député marcheur de Brest rural (Parti socialiste jusqu'en 2016), Didier Le Gac, aujourd'hui membre de la commission de la Défense.

**> Cette loi de programmation militaire soutient les deux composantes nucléaires qui font débat. Quelle est votre position sur le sujet ?**

« Nous avons besoin de ces deux composantes, des armes nucléaires des sous-marins de l'Île-Longue et des missiles que peuvent emporter les avions. C'est vrai qu'il y a débat sur la question et parfois désaccords dans l'hémicycle. Pour ma part, je pense que les deux composantes sont complémentaires. Cela coûte beaucoup d'argent mais la France doit garder son autonomie et son indépendance ».

**> Les remplaçants des sous-ma-**

**rins de Île-Longue seront à construire après 2030. On évoque aussi un ou deux autres porte-avions un peu avant 2040. Brest peut-il se positionner sur ces chantiers d'envergure ?**

« Pas pour la construction des coques. Le patron de Naval Group a été très clair lors de sa récente visite à Brest. En revanche, il y a aura du travail pour les équipements et les systèmes d'armes. Les systèmes d'information et le travail réalisé autour des drones pèsent également de plus en plus pour Thales et Naval Group qui comptent respectivement pour 1.600 et 2.600 salariés à Brest ».

**> Le port de Brest, qui a vu ses bateaux et ses effectifs diminuer, reste-t-il une place forte militaire ?**

« Assurément, Brest est toujours le premier port militaire de la façade Atlantique. Avec 11.300 emplois à Brest et l'Île-Longue, la Marine nationale reste de loin le plus gros employeur du secteur. Et ces crédits supplémentaires vont renforcer cette dynamique ».

**> Pourtant les théâtres opérationnels penchent nettement vers la Méditerranée et Toulon, qui a largement dépassé Brest.**

« Assurément, mais la force de dissuasion compte pour beaucoup et il y a aura toujours un effort de sécurisation des côtes Atlantiques à assurer. Les passages et écoutes de navires et sous-marins étrangers nous le rappellent régulièrement ».

**> La ministre de la Défense a pointé récemment, à Brest, les insuffisances de la maintenance aéronautique. Suivez-vous le dossier ?**

« Pas directement, mais je sais que des mesures ont été prises par le ministère. La ministre a été très claire sur le sujet. Le service coûte cher et on ne peut pas continuer avec des hélicoptères qui restent trop souvent cloués au sol, notamment les NH 90 de l'Île-Longue ».

**> Un risque que cette loi de programmation ne soit pas votée aujourd'hui ?**

« Il est très maigre. Même du côté de l'opposition à droite, beaucoup soutiendront ce budget ».